

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Comptes externes : les chiffres préliminaires indiquent un excédent du compte courant au T1 ; recul des IDE entrants de 40% au T1, contribuant au déficit du compte financier

Immobilier : les ventes de logements et investissements immobiliers poursuivent le rebond initié en mars ; les prix des logements augmentent dans les villes de rang 1 (Beijing, Shanghai, Shenzhen, Guangzhou)

Activité économique : la production industrielle, les ventes au détail et l'investissement ralentissent en avril

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marché boursier : MSCI ajoutera 26 nouvelles actions A (A-shares) à ses indices le 28 mai, portant le facteur d'inclusion de 5% à 10% ; la sortie de capitaux à travers Stock Connect est notable

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Guerre commerciale : annonce des contre-mesures chinoises à l'entrée en vigueur de nouveaux tarifs américains

Guerre commerciale : publication d'une liste américaine de 300 Mds USD de biens chinois potentiellement soumis à des tarifs de 25%

Relations US-Chine : le Président américain signe un décret sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement dans les télécoms

Relations US-Chine : nouvelles mesures de contrôle des exportations vis-à-vis de Huawei et d'autres entreprises chinoises

OMC : publication des propositions chinoises sur la réforme de l'OMC

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Environnement des affaires : premier Position Paper annuel de la Chambre de commerce britannique en Chine

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politiques publiques (surcapacités) : la NDRC se félicite d'avoir atteint ses objectifs de réduction des surcapacités (charbon, acier) avec deux ans d'avance

Automobile : après le fondateur de Geely, BAIC serait intéressé à entrer au capital de Daimler

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Energie : nouveaux tarifs chinois sur les importations de GNL américain

Développement durable : établissement du Comité national d'experts sur les aires protégées et du Comité d'examen des parcs naturels nationaux

Développement durable : publication de directives de politique d'aménagement foncier à des fins industrielles

Transports : le nouvel aéroport international de Beijing Daxing (PKX/ZBAD) accueille ses premiers gros porteurs pour des essais de vol destinés à valider les installations

Energie : lancement de la plateforme de coopération UE - Chine sur l'énergie



HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Marchés financiers : *d'importantes sorties de capitaux de Chine s'effectuent à travers les connexions boursières « Stock Connects » depuis avril 2019*

Marchés financiers : *la bourse de Hong Kong connaît une nouvelle semaine de volatilité, avec une chute des cours de 0,6% entre le 14 et le 17 mai*

Infrastructure : *ouverture d'une nouvelle autoroute transfrontalière entre Hong Kong et la Chine continentale*



CONJONCTURE

Comptes externes : les chiffres préliminaires indiquent un excédent du compte courant au T1 ; recul des IDE entrants de 40% au T1, contribuant au déficit du compte financier

Selon les chiffres préliminaires de la balance des paiements, au T1 2019 le solde du compte courant a été de +58 Mds USD, contre -34 Mds USD au T1 2018, principalement en raison du net recul de l'ensemble des postes des importations (-6,6% pour les biens et -5,5% pour les services contre +20% pour les importations de biens et +15% pour les services au T1 2018).

On observe une accumulation de réserves de change, à +10 Mds USD (contre -30 Mds au T4 2018). Il convient de souligner l'importance du décalage entre les flux de réserves chinoises mesurés par la balance des paiements et ceux tirés du bilan de la PBOC, à +28 Mds au T1 2019. A partir de ces données, le compte financier prévisionnel hors réserves (*n.b.* ce chiffre incorpore au compte financier les erreurs et omissions) est déficitaire pour le deuxième trimestre consécutif, à -48 Mds USD. A titre de comparaison, ce poste a été en moyenne de +30 Mds USD par trimestre en 2018. Seul détail disponible du compte financier, les flux nets d'IDE atteignent les +21 Mds USD, avec une hausse des flux sortants (+26% par rapport au T1 2018 et une année de recul en 2019) et une baisse des flux entrants (-40%).

Pour mémoire, les autorités conduisent une politique d'ouverture asymétrique du compte de capital en faveur des flux entrants, avec à ce titre des ouvertures récentes substantielles des marchés financiers. Les données pour les autres postes du compte financier ne sont pas encore disponibles.

Immobilier : les ventes de logements et investissements immobiliers poursuivent le rebond initié en mars; les prix des logements augmentent dans les villes de rang 1 (Beijing, Shanghai, Shenzhen, Guangzhou)

En avril, les ventes immobilières augmentent à +1,3% (g.a) contre +1,8% en mars et -3,7% en janvier-février. Les mises en chantier demeurent relativement stables à +18% (pour une croissance annuelle de +17% en 2018, largement supérieure à la dynamique de 2017 (+7%)). Les ventes de logements augmentent nettement à +2,7% (contre +1,8% en mars et -3,2 en janvier-février) et les mises en chantier résidentielles demeurent stables à +16% en avril (moyenne annuelle glissante de 18% en 2018). Les investissements immobiliers augmentent à +12 % contre +8% fin 2018 et les investissements immobiliers résidentiels à +16% contre 11 % fin 2018.

Les prix des biens immobiliers résidentiels continuent d'augmenter (48^{ème} mois consécutif d'augmentation), notamment grâce au rebond des prix dans les villes de rang 1. Les prix moyens des logements neufs dans les 70 principales villes chinoises ont augmenté de +0,6% (en g.m.) en avril, comme en mars, après plusieurs mois de ralentissement. La plupart des 70 villes interrogées par le bureau national des statistiques signalent encore une augmentation mensuelle des prix des logements neufs en avril (67 sur 70 en avril contre 65 en mars). Les prix dans les principales villes chinoises (Beijing, Shanghai, Shenzhen et Guangzhou) et les villes de rang 2 ont affiché une nette accélération, à respectivement +0,6% en avril (g.m. contre +0,2% en mars) et 0,8% en avril (+0,6% en mars). Dans les villes de rang 3, les prix augmentent de +0,5% contre +0,7% en mars. Pour mémoire, les dynamiques des prix dans le secteur immobilier en Chine à partir des statistiques officielles sont nettement moins volatiles que celles à partir de données de fournisseurs privés.

Pour rappel, les autorités ont assoupli le dispositif régissant le marché immobilier en décembre, laissant davantage de marge de manœuvre aux collectivités locales pour mettre en pratique des mesures visant à limiter la spéculation dans un contexte de ralentissement économique. En parallèle,



de nombreuses banques ont proposé des taux hypothécaires inférieurs au taux de référence en décembre.

Activité économique : la production industrielle, les ventes au détail et l'investissement ralentissent en avril

La production industrielle (en valeur ajoutée) a crû de +5,4% en contre +8,5% en mars. On note notamment un ralentissement de la croissance de la production du secteur privé sur les quatre premiers mois, à +9,1% en g.a. contre 10,6% au T1. En particulier, le secteur manufacturier ralentit à +6,7 % sur les quatre premiers mois contre 7,2% au T1. A noter que la croissance de la production des entreprises d'Etat augmente à +4,9% sur les quatre premiers mois contre +4,5% au T1.

Les investissements bruts en capital fixe tombent à +5,7% sur les quatre premiers mois contre +6,5% au T1, en raison de la poursuite du ralentissement des investissements du secteur privé. Concernant le secteur manufacturier, les investissements ont largement décéléré pour atteindre +1,2% sur la période janvier-avril (contre +3,7% au T1). Il convient de souligner que les investissements des entreprises d'Etat continuent d'augmenter, pour s'afficher à +7,8% sur les quatre premiers mois contre +6,7% au T1 (et +1,9% en 2018).

Les ventes au détail en valeur ont connu la plus faible croissance depuis 2004, à +7,2% (g.a) contre +8,7% en mars. Le bureau national des statistiques a souligné un effet de base, les vacances d'avril étant moins nombreuses que l'année dernière.

Retour au sommaire ([ici](#))



BANQUE ET FINANCE

Marché boursier : MSCI ajoutera 26 nouvelles actions A (*A-shares*) à ses indices le 28 mai, portant le facteur d'inclusion de 5% à 10% ; la sortie de capitaux à travers *Stock Connect* est notable

MSCI ajoutera 26 nouvelles actions A (*A-shares*) à ses indices, ce qui portera le nombre de sociétés à 264 et le facteur d'inclusion de 5% à 10% le 28 mai. Les *A-shares* enregistreront ainsi une augmentation de leur pondération, de 0,75% à 1,76%, dans l'indice *MSCI Emerging Markets* et à 5,25% dans l'indice *MSCI China*. Parmi les nouveaux entrants, 18 sont cotés sur le *ChiNext* (une plateforme de financement à la Bourse de Shenzhen destinée aux startups innovantes de haute technologie à croissance rapide), y compris *Chongqing Zhifei Biological Products*, *Hangzhou Tigermed Consulting*, *Mango Excellent Media*, *Aier Eye Hospital Group*, *Lepu Medical Technology*, *Walvax Biotechnology*, *Shenzhen Kangtai Biological Products*, *Shenzhen Inovance Technology*, *Songcheng Performance Development*, *Wangsu Science & Technology*, *Lens Technology*, *Chaozhou Three-Circle*, *Wens Foodstuff Group*, *Shenzhen Mindray Bio-Medical Electronics*, *Wuxi Lead Intelligent Equipment*, *Hithink Royalflush Information Network*, *East Money Information* et *Contemporary Ampere Technology*. Et les huit autres nouvelles actions intégrées sont : *Bank of Chengdu*, *Inner Mongolia Junzheng Energy & Chemical Group*, *Caitong Securities*, *Yanzhou Coal Mining Company*, *Suzhou Dongshan Precision Manufacturing*, *Transfar Zhilian*, *Hengyi Petrochemical* et *Oceanwide Holdings*.

Pour mémoire, le fournisseur d'indices MSCI a déclaré à fin février 2019 qu'il porterait le facteur d'inclusion de 5% des *A-Shares* à 20% pour certains de ses indices (notamment l'indice *MSCI Emerging Markets*) en trois étapes : à 10% en mai, à 15% en août et à 20% en novembre. (cf. Brève du 25/02/2019).

Néanmoins, il est à noter que les flux de capitaux nets sur les marchés boursiers chinois par les non-résidents sont négatifs depuis avril. En effet, les sorties de capitaux à travers le *Shanghai Stock Connect* et le *Shenzhen Stock Connect* ont atteint 308Mds RMB en mai, principalement en liaison avec le regain des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

Mds RMB	Flux de capitaux nets par Shanghai Stock Connect	Flux de capitaux nets par Shenzhen Stock Connect	Flux de capitaux nets (au total)
Semaine du 13 mai	-94,18	-39,72	-133,90
Mai 2019	-246,61	-61,39	-308,00
Avril 2019	-60,53	-119,44	-179,97
Mars 2019	34,13	9,43	43,56
Février 2019	294,66	309,26	603,92
Janvier 2019	340,21	266,67	606,88

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Guerre commerciale : annonce des contre-mesures chinoises à l'entrée en vigueur de nouveaux tarifs américains

La Chine a dévoilé, le 13 mai, des contre-mesures initiées en réaction à l'augmentation de 10 à 25% des tarifs américains imposés sur 200 Mds USD d'importations de biens chinois, effectif depuis le 10 mai (voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 6 mai). En retour, la Chine rehaussera, à compter du 1^{er} juin, les tarifs de 5 à 10% qu'elle applique depuis septembre 2018 sur 60 Mds USD de biens américains ([voir brèves de la semaine du 17 septembre 2018](#)). Plus précisément, les biens américains jusqu'ici taxés à 5% seront désormais soumis à des tarifs de 5 à 10% suivant les produits : les tarifs sur les instruments médicaux, par exemple, augmenteront de 5 à 10% ; alors que les tarifs sur les hélicoptères, les petits avions, et les machines agricoles resteront à 5%. Les biens jusqu'ici soumis à des tarifs de 10% seront eux taxés pour certains, à 20% (exemple : ordinateurs) ou pour d'autres, 25% (exemple : gaz naturel liquéfié). En revanche, la Chine n'a pas décidé de revenir sur l'exemption de tarifs qu'elle avait octroyée à compter du 1^{er} janvier 2019 aux importations issues du secteur automobile américain : ces biens, pour l'heure, restent exclus du champ des tarifs chinois. Enfin, pour la première fois à cette échelle, le Conseil des affaires d'État a décidé de mettre en place un système d'exemption des tarifs auquel les importateurs chinois (ou étrangers basés en Chine) pourront faire appel s'ils prouvent (i) que le bien américain qu'ils importent est difficilement substituable ; (ii) que l'imposition de tarifs créerait de graves dommages financiers pour l'entreprise ; (iii) que l'imposition de tarifs aurait des effets structurels négatifs sur le secteur industriel de l'entreprise (y compris en matière de progrès technologique, de sauvegarde des emplois, ou de protection de l'environnement).

Appelé à commenter les contre-mesures, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a jugé qu'elles reflétaient à la fois la « détermination » de la Chine et sa volonté de « défendre le système commercial multilatéral ainsi que ses droits et intérêts légitimes ». Ce même porte-parole a loué « le calme et le sang-froid » chinois face aux « pressions maximales et aux caprices » des États-Unis. Le ministère chinois du Commerce a rajouté que la Chine ne prévoyait pas pour l'heure d'organiser une nouvelle session de négociations avec les États-Unis, et a rappelé ses trois priorités portant sur (i) l'élimination de tous les tarifs imposés au cours de la guerre commerciale ; (ii) le caractère « réaliste » des promesses chinoises d'achats de biens américains ; (iii) la conclusion d'un accord « équilibré » respectant la souveraineté des pays (s'agissant notamment de sa mise en œuvre).

Guerre commerciale : publication d'une liste américaine de 300 Mds USD de biens chinois potentiellement soumis à des tarifs de 25%

Les services du représentant américain au Commerce (USTR) ont enclenché, lundi 13 mai, une procédure administrative pouvant aboutir à l'imposition de tarifs de 25% sur 300 Mds USD de biens chinois. La publication de cette notice fédérale intervient quelques jours après une demande du Président américain (voir brèves de la semaine du 6 mai). La liste préliminaire américaine comprend ainsi une gamme très large de produits, allant de l'électronique (ordinateurs, téléphones, accessoires TV, appareils photo) au textile, en passant par la chimie, le plastique, les instruments d'optique et de mesure ou encore l'agroalimentaire. Toutefois, l'USTR exclut explicitement de la liste les produits pharmaceutiques, certains biens médicaux, certaines terres rares et minerais critiques, ainsi que toutes les importations chinoises ayant été exemptées du champ des précédents tarifs américains. Cette liste de produits sera ouverte à commentaires publics jusqu'au 17 juin. En conférence de presse, le porte-parole du ministère chinois du Commerce a assuré que « si les États-Unis persistent dans leur idée, la Chine devra y opposer la réponse nécessaire ». De son côté, le Président américain a affirmé



devant un parterre de reporters à la Maison Blanche qu'il n'avait pas pris sa décision finale quant à l'imposition de cette dernière tranche de tarifs. Il a également annoncé sa volonté de rencontrer son homologue Xi en marge du G20 d'Osaka les 28 et 29 juin.

[Lire le communiqué de l'USTR du 10 mai](#)

[Consulter la notice de l'USTR du 13 mai](#)

Relations US-Chine : le Président américain signe un décret sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement dans les télécoms

Le Président américain Donald Trump a signé, le 15 mai, un décret visant à interdire l'achat ou l'usage, sur le territoire américain, de technologies ou de services de télécommunications contrôlés par des « adversaires étrangers », ouvrant la voie à des mesures administratives de la part du ministère américain du Commerce (DoC). Le décret ne définit pas directement quelles entités sont considérées comme des « adversaires étrangers » et le DoC pourra effectuer cette détermination dans les 150 prochains jours. Le ministère chinois du Commerce a fustigé le recours abusif par les États-Unis au concept de sécurité nationale visant à porter atteinte aux intérêts des entreprises chinoises.

[Lire l'executive order](#)

Relations US-Chine : nouvelles mesures de contrôle des exportations vis-à-vis de Huawei et d'autres entreprises chinoises

Les services du ministère du Commerce américain (DoC) ont annoncé l'inscription de Huawei et de 70 de ses filiales sur la « liste des entités » (*Entity List*) soumises au dispositif américain de contrôle des exportations. Du fait de cette décision, les entreprises américaines devront désormais solliciter une licence auprès du DoC pour exporter, réexporter ou transférer des biens ou des technologies à Huawei. Pour rappel, initialement cantonnée aux entités potentiellement impliquées dans la fabrication d'armes de destructions massives, l'*Entity list* s'est progressivement élargie et couvre désormais « les activités contraires à la sécurité nationale ou aux intérêts de politique étrangère des États-Unis ». Le ministère de la Justice américain avait publié, fin janvier, une liste de 23 chefs d'accusation à l'encontre de Huawei (vols de secrets industriels, violation de l'embargo vis-à-vis de l'Iran, voir brèves de la semaine du 28 janvier 2018) qui, selon le DoC, fournit une « base raisonnable permettant de conclure que Huawei s'est engagée dans des activités contraires à la sécurité nationale américaine ou à ses intérêts de politique étrangère ». Plus tôt dans la semaine, le 13 mai, le DoC avait déjà ajouté 6 entreprises technologiques chinoises à son *Entity List*, en accusant certaines d'avoir violé l'embargo iranien et d'autres d'avoir exporté des technologies contrôlées au bénéfice d'organisations liées à l'armée chinoise.

Réagissant à ces deux cas, le ministère chinois du Commerce a, comme à son habitude, manifesté l'opposition résolue de la Chine aux mesures unilatérales américaines, à la généralisation du concept de sécurité nationale et au recours abusif aux mesures de contrôle des exportations. De son côté, le groupe Huawei s'est employé à tenter de dissuader l'administration américaine : « si les États-Unis restreignent les activités de Huawei, cela ne rendra pas les États-Unis plus en sécurité, ni les rendra plus forts [...] L'imposition de restrictions déraisonnables pourrait également sérieusement empiéter sur les droits de Huawei et créer de graves problèmes juridiques ».

[Lire le communiqué du DoC](#)



OMC : publication des propositions chinoises sur la réforme de l'OMC

La Chine a officiellement déposé, le 13 mai, ses propositions de réforme de l'Organisation mondiale du commerce. Reprenant les principes qu'elle avait déclinés dans le cadre d'un *position paper* publié en novembre 2018 ([voir brèves de la semaine du 26 novembre 2018](#)), la Chine émet le constat d'une « crise existentielle sans précédent » de l'OMC. Cette crise du système commercial multilatéral, selon le papier chinois, trouve sa source dans (i) la prolifération de pratiques unilatérales et protectionnistes ; (ii) le blocage persistant de l'organe d'appel ; (iii) le recours abusif aux exceptions de sécurité nationale et aux instruments de défense commerciale. Convaincue que « le système multilatéral constitue le canal le plus désirable de promotion de la libéralisation du commerce et des investissements », la Chine émet des propositions pour une réforme de l'organisation, qui lui permette de « surmonter sa crise actuelle » tout en répondant aux « défis de notre temps ». Ces propositions couvrent quatre domaines (i) la résolution urgente des problèmes menaçant l'existence de l'OMC, en premier lieu desquels le blocage de l'organe d'appel ; (ii) l'amélioration de certaines disciplines (règles agricoles ; recours aux instruments de défense commerciale ; subventions en matière de pêche ; e-commerce ; facilitation des investissements) ; (iii) l'amélioration de l'efficacité opérationnelle de l'OMC (transparence et notifications, principalement) ; (iv) le renforcement du caractère inclusif du système commercial multilatéral (respect des différents niveaux et modèles de développement).

[Lire les propositions chinoises](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)





CLIMAT DES AFFAIRES

Environnement des affaires : premier Position Paper annuel de la Chambre de commerce britannique en Chine

Le 7 mai 2019, la Chambre de commerce britannique en Chine a publié son *Position Paper 2019* - le premier document de ce genre - pour refléter les intérêts des entreprises britanniques en Chine à la veille du Brexit. Ce Position Paper a proposé six recommandations à l'attention des autorités chinoises, dont : 1. La clarification de certaines dispositions contenues dans la loi sur l'investissement étranger ; 2. La réduction continue des secteurs fermés ou restreints à l'investissement étranger dans la « liste négative » pour les investisseurs étrangers, en particulier l'agriculture, la santé, et l'énergie nouvelle ; 3. La libéralisation des flux des données transfrontaliers ; 4. Le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle, surtout ce qui concerne la protection des brevets, les marques, et la mise en œuvre des réglementations; 5. Une transparence accrue des procédures d'octroi de licences pour les entreprises étrangères en Chine; et 6. Une mise en œuvre plus transparente et cohérente des réglementations au niveau local. Le Position Paper a aussi listé dix secteurs qu'il juge prioritaire pour les entreprises britanniques en Chine et pour lesquels il émet des recommandations spécifiques : la comptabilité, l'automobile, la construction, l'éducation, les services financiers, l'agroalimentaire, la santé, les services juridiques, les services de marketing et de communication, et la vente au détail.

[Lire le Position Paper de la Chambre de commerce britannique](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politiques publiques (surcapacités) : la NDRC se félicite d'avoir atteint ses objectifs de réduction des surcapacités (charbon, acier) avec deux ans d'avance

Dans un document daté du 30 avril 2019 (mais [rendu public](#) dans le courant de la semaine), la NDRC, MIIT et National Energy Administration font le bilan des mesures prises pour éliminer les surcapacités dans certaines industries. D'après le document, les capacités de production d'acier brut ont été réduites de 150 millions de tonnes depuis 2016 ; dans le secteur du charbon, 810 millions de tonnes de capacité de production « de standard inférieur » ont été supprimées. La NDRC se félicite ainsi d'avoir atteint les objectifs de réduction des surcapacités (charbon, acier) avec deux ans d'avance sur le calendrier du XIIIème plan quinquennal (2016-2020). Le reste du texte mentionne douze orientations (« approfondir l'optimisation de l'industrie du fer et de l'acier », « consolider par la sélection l'industrie du charbon » etc.) afin de poursuivre les efforts en vue de l'assainissement des secteurs en surcapacités.

Le 28 avril 2019, l'Association chinoise de l'acier et du fer a [mis en garde](#) contre les risques liés à de nouvelles surcapacités dans un contexte par ailleurs marqué par une croissance en berne et un renchérissement des matières premières. L'Association avait même ajouté que, dans le secteur de l'acier, « les tâches étaient loin d'avoir été accomplies ». Au premier trimestre 2019, la production chinoise d'acier brut a enregistré une croissance de 10,8% en glissement annuel (269 M tonnes) ; la production de fer a pour sa part augmenté de 9,3% en glissement annuel (195 M tonnes).

Automobile : après le fondateur de Geely, BAIC serait intéressé à entrer au capital de Daimler

D'après [Reuters](#), BAIC (Beijing Automotive Industry Holding Co. Ltd.) serait intéressé à prendre une participation de 5% au capital de Daimler, afin de « sécuriser son investissement au sein de Beijing Benz Automotive », la co-entreprise (51% pour BAIC) produisant les modèles Benz pour la Chine. L'entreprise publique, qui dépend d'une holding détenue à 100% par la ville de Pékin, aurait notifié les autorités de la capitale chinoise et commencé à acquérir des actions de Daimler sur le marché libre (sans toutefois franchir les 3%, seuil à partir duquel la montée au capital doit être rendu publique).

BAIC, qui nourrit un tel projet depuis 2015, serait le second actionnaire chinois de Daimler : début 2018, en effet, Li Shufu, président du constructeur privé Geely, avait déjà acquis 9,69% du capital du constructeur allemand. Si elle se confirme, l'entrée de BAIC au capital de Daimler pourrait d'ailleurs être en partie motivée par la volonté de ralentir le rapprochement amorcé entre Daimler et Geely (en croissance de 16,7% en 2018 dans un marché

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Energie : nouveaux tarifs chinois sur les importations de GNL américain

Le 13 mai, le Conseil des affaires d'Etat a annoncé une augmentation des tarifs de 10 à 25% sur les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) des Etats-Unis prenant effet le 1^{er} juin 2019. Les acheteurs chinois, pressentant ces tarifs, avaient déjà ralenti leurs commandes de GNL les mois précédents selon *Reuters*, seuls 2 cargos de GNL en provenance des Etats-Unis ont approvisionné la Chine en 2019 contre 14 pendant les quatre premiers mois de 2018.

Pour mémoire, la Chine développe fortement l'utilisation du gaz naturel dans le cadre de sa transition énergétique comme alternative au charbon. Pour autant, la hausse de la production chinoise seule ne peut faire face à la demande intérieure du pays et les importations de gaz naturel, notamment de GNL, ont fortement augmenté en 2018 (+44% env. par rapport à 2017 pour le GNL). L'année dernière, l'Australie, le Qatar et la Malaisie ont fourni près de 72% de ces importations, les Etats-Unis en fournissant 4%.

Développement durable : établissement du Comité national d'experts sur les aires protégées et du Comité d'examen des parcs naturels nationaux

L'Administration nationale des forêts et des prairies (en anglais NFGA), administration sous tutelle du Ministère des ressources naturelles, vient de mettre en place un Comité national d'experts sur les aires protégées et un Comité de création des parcs naturels nationaux.

Le Comité national d'experts sur les aires protégées, dirigé par M. LI Chunliang, Vice-Administrateur de la NFGA, fournira des conseils et appuis techniques pour la protection, l'établissement et le développement des aires naturelles protégées.

Le Comité de création des parcs naturels nationaux, composé de représentants de la NFGA et d'experts qualifiés, aura pour mission d'évaluer les créations de nouveaux parcs naturels nationaux et, pour des parcs déjà existants, leur éventuelle évolution voire suppression.

Développement durable : publication de directives de politique d'aménagement foncier à des fins industrielles

Le Ministère des ressources naturelles a publié le 15 mai une nouvelle version (remplaçant la précédente édition de 2016) des directives sur la mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire à des fins industrielles. Ce document précise les conditions de planification et de contrôle des zones à vocation industrielle et les dispositions de transfert et d'enregistrement des droits d'usage.

Ces directives mentionnent le principe de protection des terres agricoles comme suite à la directive en faveur du développement harmonieux des zones urbaines et rurales publiée le 5 mai (cf. « *Brèves* » diffusées la semaine dernière). En outre le document détaille les critères nécessaires, pour chaque type d'activité, au classement en zone industrielle et rappelle l'obligation d'égalité de traitement entre entreprises d'Etat et entreprises privées.

Transports : le nouvel aéroport international de Beijing Daxing (PKX/ZBAD) accueille ses premiers gros porteurs pour des essais de vol destinés à valider les installations

Destiné notamment aux vols internationaux, *Beijing Daxing International Airport* (PKX/ZBAD) est entrée en phase finale de construction (achèvement prévu au 30 juin 2019). Cette nouvelle infrastructure disposera dans un premier temps de 4 pistes, entourant un terminal unique d'une surface de plus de 700 000 m², dont le design a été conçu par ADP Ingénierie (ADPI) et Zaha Hadid Architects (ZHA). Ce deuxième aéroport de Pékin devrait accueillir jusqu'à 72 millions de passagers à l'horizon 2025, sa capacité pouvant être portée à 100 millions de passagers à moyen-terme (sur 7 pistes). Un Boeing 787-9 de *Xiamen Airlines*, un Boeing 747-8 d'*Air China*, un Airbus A350-900 de *China Eastern Airlines* et un Airbus A380 de *China Southern* ont décollé à 9h00 le 13 mai dernier depuis *Beijing Capital international Airport* (actuel aéroport) pour atterrir vers 9h30 sur le tarmac du nouvel aéroport de *Beijing Daxing* pour participer à une campagne de certification des infrastructures. D'autres essais de vol suivront en août et en septembre, notamment pour tester et calibrer les nouvelles installations dans des conditions de faible visibilité en août. Les autorités chinoises annoncent que l'aéroport devrait être opérationnel avant son inauguration officielle, prévue le 30 septembre 2019.

Energie : lancement de la plateforme de coopération UE - Chine sur l'énergie

La plateforme de coopération UE-Chine sur l'énergie a été officiellement ouverte le 15 mai à Pékin en présence notamment de la Directrice pour la politique énergétique de la DG Energie de la Commission européenne et du Directeur général du département international de l'Administration nationale chinoise de l'énergie (NEA). Ce lancement fait suite à la signature le 9 avril de la déclaration conjointe UE – Chine sur la mise en œuvre de la coopération en matière d'énergie à l'occasion du 21^{ème} sommet UE – Chine à Bruxelles.

Quatre panels de discussion ont été tenus durant l'événement, sur le développement des énergies renouvelables ; le GNL ; les aspects financiers ; l'énergie et l'innovation.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Marchés financiers : d'importantes sorties de capitaux de Chine s'effectuent à travers les connexions boursières « Stock Connects » depuis avril 2019.

Après des entrées nettes de capitaux au T1-2019 (respectivement 60,7 Mds RMB en janvier, 60,4 Mds RMB en février et 4,3 Mds RMB en mars) à travers les deux connexions boursières établies entre la bourse de Hong Kong d'une part et celles de Shanghai et Shenzhen d'autre part, on relève en avril une sortie nette de Chine continentale, de l'ordre de 18 Mds RMB. Cette tendance s'est confirmée en mai, avec des sorties nettes de 17,4 Mds RMB sur la seule semaine du 6 mai, et de 13,3 Mds RMB entre le 14 et le 16 mai. La plupart des observateurs estiment que ces sorties de capitaux sont liées à un retrait des investisseurs internationaux, lié pour partie à une croissance américaine plus forte qu'attendue au 1^{er} trimestre 2019 (+3,2%) mais principalement à l'incertitude sur l'évolution des tensions commerciales sino-américaines. Selon JP Morgan, la décision de MSCI de porter cette année le facteur d'inclusion des *A-Shares* de 5% à 20%, pour son indice *MSCI Emerging Markets* aurait néanmoins pour conséquence des entrées nettes de capitaux en Chine à moyen terme. MSCI doit mettre en œuvre la première étape de cet ajustement ce mois-ci, en portant le facteur d'inclusion pour les actions à grande capitalisation boursière à 10%.

L'intérêt des investisseurs internationaux pour un accès au marché obligataire chinois à travers le mécanisme de « Bond Connect » s'est en revanche renforcé : les achats nets d'obligations chinoises par les investisseurs internationaux sur le Bond Connect ont totalisé 35,6 Mds RMB en avril, après 22 Mds RMB en mars et 11 Mds RMB en février.

Marchés financiers : la bourse de Hong Kong connaît une nouvelle semaine de volatilité, avec une chute des cours de 0,6% entre le 14 et le 17 mai.

Après une chute de 5,8% entre le 6 et le 9 mai, le Hang Seng, indice de référence de la bourse de Hong Kong a connu un nouveau repli le 14 mai, de 1,5%, en réponse à l'imposition de droits de douane par la Chine sur 60 Mds USD d'importations américaines. Il est cependant reparti à la hausse le 15 mai (+0,5%) et le 16 mai (+0,02%), les investisseurs anticipant l'adoption par le gouvernement chinois de mesures de soutien à l'économie, avant un nouveau repli, de 1,16%, le 17 mai.

Infrastructure : ouverture d'une nouvelle autoroute transfrontalière entre Hong Kong et la Chine continentale.

Les autorités de Hong Kong ont annoncé l'ouverture de l'autoroute Hueng Yuen qui relie le quartier de Fanling, au nord de Hong Kong, au district de Luohu au Sud-Est de Shenzhen. Ce projet lancé en avril 2013 a coûté 6,7 Mds EUR. Cette liaison sera complétée en fin d'année par un poste frontière qui aura une capacité de passage de 30 000 voyageurs par jour. Dragages a obtenu dans le cadre de ce projet en 2013 la construction d'un tunnel de 4,8km de long.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Camille Bortolini, Furui Ren, Pierre Martin, Lianyi Xu, Wei Li, Antoine Bernez, Rodolphe Girault

Revu par : David Karmouni, Estelle Jacques, Dominique Grass, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Philippe Bouyoux